



Conseil de sécurité

Distr. générale
28 avril 2003
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 15 avril 2003, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre du 7 mars 2002 (S/2002/262).

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport complémentaire ci-joint, présenté par la République dominicaine en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(*Signé*) Inocencio F. **Arias**



Annexe

[Original : espagnol]

**Lettre datée du 1er avril 2003, adressée au Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente de la République
dominicaine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport présenté par la République dominicaine au Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité en application de la résolution 1373 (2001) adoptée le 28 septembre 2001.

L'Ambassadeur suppléant,
Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) Manuel E. **Felix**

Pièce jointe

[Original : espagnol]

Rapport présenté par la République dominicaine au Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité en application de la résolution 1373 (2001) adoptée le 28 septembre 2001

Le Gouvernement dominicain s'est donné un programme d'action, pour l'application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, qui est appliqué par les institutions compétentes du pays, soit : le Secrétariat d'État aux affaires extérieures, en tant que coordinateur, le Secrétariat d'État à la défense, le Bureau du Contrôleur des activités bancaires, la Direction générale des migrations, la Police nationale et le Service national des enquêtes criminelles.

Le Secrétariat d'État aux affaires extérieures, en tant que coordinateur, est en relation avec la Division de l'ONU, de l'OEA, des conférences et organismes internationaux et bénéficie du soutien de la Division des études internationales.

En accord avec les préoccupations exprimées par le Conseil de sécurité et conformément aux dispositions de la résolution 1390 (2001), le Secrétariat d'État à la défense a créé la Division de la lutte contre le terrorisme et les enlèvements de personnes, sous l'autorité de la Direction générale des renseignements J-2, qui, elle-même, est chargée de coordonner les renseignements et les mesures de sécurité prises en collaboration avec d'autres institutions de l'État. Conformément aux dispositions des résolutions 1267 (1999) et 1333 (2001), les institutions compétentes du pays, notamment le Service national des enquêtes criminelles et la Direction générale des migrations, ont également été chargées de mettre en oeuvre certaines mesures.

La République dominicaine a appliqué toutes les mesures nécessaires et a suivi toutes les recommandations des organismes internationaux en matière de répression du financement des actes de terrorisme et des activités terroristes. Les actes de terrorisme sont érigés en infractions graves dans le Code pénal dominicain.

En 1997, le Bureau du Contrôleur des activités bancaires a créé la Division du renseignement financier, organisme d'exécution destiné aux institutions financières qu'il supervise. Toujours dans le domaine financier, la loi 72-02 réprimant le blanchiment de capitaux provenant du trafic de stupéfiants et d'autres délits graves, qui reprend les recommandations du GAFI, a été adoptée. Cette loi et la loi monétaire et financière 183-02 du 21 novembre 2002 autorisent la levée du secret bancaire dans le cadre d'enquêtes sur des infractions graves, à condition que la demande de levée soit présentée auprès du Bureau du Contrôleur des activités bancaires. En outre, ce bureau examine avec soin la liste de personnes publiée régulièrement par le Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité.

En matière de contrôle aux frontières, la Direction générale des migrations utilise des moyens techniques plus perfectionnés et a mis en place, à l'intention du personnel auxiliaire des aéroports, des ports et des postes frontière, des cours et des stages concernant l'utilisation de techniques de pointe pour la détection des faux papiers.

Saint-Domingue,
le 24 mars 2003
